



Portraits de disparu.e.s accrochés dans un arbre de la paix par les familles lors de la V<sup>e</sup> Brigade. Poza Rica, Veracruz, février 2020 © Emmanuelle Corne

# Introduction

Sabrina Melenotte

**D**epuis le lancement de la « guerre contre le narcotrafic » en 1964, on estime le nombre de disparitions, forcées ou non, à plus de 92 241, dont près de 83 000 depuis 2006 (CNB, avril 2021).

## Une quête de sens

Ce *mook* (mot-valise anglo-saxon issu de *book* et *magazine*) naît d'un besoin de dépasser l'état de sidération et l'étourdissement des chiffres qui atteignent de tristes records, afin de comprendre et écrire sur une problématique grave, que seuls les milieux militants, quelques médias et chercheur.e.s abordent en France, alors même qu'on lisait encore en 2017 que le Mexique était le deuxième pays le plus meurtrier après la Syrie (IISS, 2017).

L'idée originelle point de l'urgence à mettre en mots et en images les profonds bouleversements de la société mexicaine, afin de les ériger en remparts contre la terreur, les silences, les tabous paralysants, l'indicible du passage à l'acte violent, et s'extraire ainsi des violences enchâssées et des nécropouvoirs mortifères qui minent le pays depuis maintenant quinze ans.

Ce n'est pas un euphémisme que d'affirmer que l'intensité et la quantité d'homicides et de disparitions, non sans grande cruauté, dévastent aujourd'hui la société mexicaine. Un monde s'effondre quand un être cher disparaît (ou plusieurs...) car toute disparition constitue une « rupture d'intelligibilité » (Fassin et Rechtman, 2007), une perte brutale et souvent traumatisante, marquant un « avant » et un « après » dans les biographies individuelles. La disparition d'un être cher est donc une épreuve (Boltanski et Thévenot, 1991) qui refonde l'ordre social et force une temporalité singulière, où les Mexicain.e.s apprennent bon an mal an à vivre avec des violences protéiformes, extra-ordinaires tout en s'ancrant dans leur vie ordinaire, par des effets plus invisibles (Das, 2006). À cette temporalité élargie s'ajoute la création d'espaces singuliers, une vie confinée bien avant la pandémie de Covid-19, celle d'une vie où l'on apprend à « faire avec » les violences en cours, où l'on élabore des stratégies pour ne pas s'exposer au danger, contourner les territoires disputés, ne pas voyager seul.e de nuit ou créer des convois, s'envoyer des messages de bonne rentrée, etc. Autant de

formes inventées pour vivre, le plus possible, une vie « normale » dans un contexte de violences quotidiennes.

Les familles qui cherchent leurs proches disparus sont déjà sorties de la sidération, ce qui n'est pas le cas de toutes, loin s'en faut. Le moment très particulier où une personne bascule d'une expérience individuelle et douloureuse de la disparition d'un proche – en restant chez soi, en vivant dans la peine et la peur –, vers une expérience collective – où elle décide de sortir de chez elle, de porter plainte, de participer à un collectif, de s'organiser, voire de chercher des fosses –, est absolument central pour comprendre les enjeux sociaux, politiques et culturels qui se nouent aujourd'hui autour des disparu.e.s. Il faut bien du courage pour affronter l'opprobre du voisinage, du village ou de la communauté quand un.e disparu.e hante sa famille. Parfois même, le stigmate se retrouve au sein de la même famille, au point de la diviser. Le sujet peut devenir tabou et il n'est pas rare qu'un parent décide de le chercher et pas l'autre, au prix même de le cacher parfois ou de désobéir.

Le moment où l'on décide d'agir et de chercher est donc un acte de renversement du stigmate, et même une transgression sociale relevant de la libération, car il constitue un affranchissement du jugement d'autrui. Qu'il s'agisse de disparition, forcée ou non, collective ou individuelle, de personnes mexicaines ou centraméricaines, la douleur liée à la perte d'un être disparu ne doit pas être comprise comme une émotion personnelle. Elle est une émotion habituellement incorporée et « fermée », mais quand elle s'exprime et s'externalise, elle devient une invitation à la partager. Ainsi, les recherches de personnes disparues par des familles ou des collectifs constituent aujourd'hui des communautés de la douleur autour d'une souffrance partagée (Das, 1997). En agissant, elles deviennent également des communautés de la dignité et de l'espoir, par la création de liens politiques et affectifs qui se génèrent pendant les recherches de personnes « en vie » et « dans la nature ».

Les anthropologues ont montré combien la violence n'est pas uniquement synonyme d'anomie ou de désintégration sociale. Au contraire, les liens de solidarité, qu'ils soient familiaux, sociaux, politiques, affectifs, tendent à se renforcer autour d'émotions partagées, comme l'indignation, la peur, le courage, l'empathie (Macleod et de Marinis, 2018).

Par exemple, les familles qui partent sur les traces des disparu.e.s entament un processus d'innovation sémiotique, et les découvertes de fosses clandestines s'apparentent à des recherches de trésors particuliers, dont le dessein est le soulagement, le deuil, et la réintégration de « mauvais morts » à la communauté des vivants.

Ainsi, une réelle quête de sens est en jeu aujourd'hui dans un monde morcelé et fantomatique qui compose le puzzle macabre mexicain contemporain. L'action des familles de victimes resémantise, retisse, recoud des liens rompus, et réhumanise une société dévastée en recomposant chaque jour le puzzle macabre.

### Une approche sensible des disparitions

Ce livre-magazine est le résultat d'une recherche collective menée d'abord entre des sociologues et des anthropologues dans le cadre de l'ANR SoV-Sortir de la violence (ANR-16-CE39-0010), au sein de l'axe portant sur le passage à l'acte et les méthodes d'exécution. D'autres jeunes chercheur.e.s provenant de l'histoire, de l'anthropologie, un journaliste, une photographe, ainsi qu'un collectif de solidarité internationale ont progressivement intégré l'équipe interdisciplinaire, soucieuse de mener une recherche engagée aux côtés des acteurs sociaux dont il sera question ici. Le fruit des échanges tissés au fil de ces trois dernières années dans le cadre d'ateliers et de rencontres régulières ont nourri les réflexions de chacun.e. L'écriture des sciences sociales est ici hybride et exploratoire afin de raconter autrement cette tragédie humaine et ses conjurations, en s'adressant à un public plus large que les cercles universitaires restreints. L'écriture inclusive est assumée dans l'ensemble des textes pour des choix politiques et un équilibre linguistique : les femmes jouant un rôle central dans les mobilisations contemporaines autour des personnes disparues, il nous a paru pertinent, pour ne pas dire évident, de leur rendre ce rôle actif dans la langue employée, tout en veillant à ne pas encombrer la lecture d'un excès de ponctuation.

Nous venons de trois principales disciplines des sciences sociales (anthropologie, sociologie, histoire). Nos expériences respectives ont été très intenses, parfois sidérantes, ou étonnamment joyeuses malgré la gravité du sujet. Elles ont marqué durablement chacun.e de nous, au point de nouer des relations pérennes avec certaines personnes qui vont au-delà d'une « enquête de terrain ». Nos motivations personnelles initiales nous sont propres et variées, que l'on soit de nationalité mexicaine ou pas. Mais nous partageons le besoin des familles de disparu.e.s de réhumaniser la société imprégnée par la terreur et l'incertitude. Nous espérons donc contribuer solidairement en mots et en images à transmettre les clameurs et les gestes politiques et affectifs qui surgissent de la société mexicaine pour vivre « avec »,

« dans », mais aussi « contre » des violences multiples et entrelacées, en cours et de haute intensité.

Nos récits sont situés dans l'espace et dans le temps pour ancrer nos expériences dans une relation dialogique, où nous nous sommes immergés dans des processus souvent complexes, aux côtés de familles dans des situations de grande vulnérabilité. Malgré de nombreuses peurs, les proches de disparu.e.s rompent le mur du silence et de la terreur en parlant, en sortant de leurs maisons, en défilant dans les rues, parfois même en criant leur rage ou leur désespoir, en creusant, en s'organisant et en se politisant, ou tout simplement en priant et en s'embrassant. Ainsi, l'urgence et la complexité de la situation mexicaine nous amènent à assumer des postures engagées, au sens où nous avons été « pris.es dans » et « affecté.e.s par » (Favret-Saada, 1977) un système d'interactions, et nous nous situons entre une distance critique et le respect de la capacité de nos interlocuteurs à comprendre, juger et remettre en cause des situations diverses, à créer des convergences ou des divergences, voire des disputes ou des conflits.

Nous espérons donc allier ici l'exercice de rigueur scientifique et l'exigence de justice sociale par l'exploration et l'analyse de ces pratiques et discours en privilégiant une posture ethnographique au carrefour de la science et du témoignage d'une époque turbulente. C'est pourquoi nous assumons des récits à la première personne du singulier, dans un effort de réflexivité nécessaire pour rendre compte des situations concrètes et des contextes d'énonciation à la racine de nos interlocutions et de la production de nos connaissances. Ainsi, la relation ethnographique a été privilégiée dans nos récits pour donner un sentiment de familiarité à un monde *a priori* lointain, un « air de famille » dirait Wittgenstein, ou plutôt un « air du temps », celui d'une époque sombre que nous espérons un jour bientôt révolue. C'est donc aussi par souci d'une écriture « humaniste » (Naepels, 2011) sur un terrain sensible où l'on veille à ne pas nuire à nos interlocuteurs, que nous écrivons.

Ainsi, pour ne pas exposer les familles, il est parfois difficile de « tout » dire, ou de dévoiler les identités de toutes les personnes dont il sera question ici, elles aussi « engagées » dans des processus compliqués, souvent prises en étau entre la quête de vérité et la peur des représailles. Ou encore les chercheur.e.s de fosses répètent souvent qu'ils ne cherchent pas les coupables, mais veulent « juste » retrouver leurs morts. N'y voyons pas tant un désintérêt pour la justice qu'une forme défensive pour chercher des fosses clandestines sans s'exposer aux représailles, dans un pays où les dirigeants sociaux, environnementaux et désormais au sein des collectifs de recherche de personnes disparues aussi, sont régulièrement éliminés.

Enfin, en donnant une voix et une identité aux disparu.e.s et à celles et ceux qui les cherchent, ce travail collectif veut se distinguer de chiffres officiels étourdissants tant ils



Les familles de disparu.e.s, pour la plupart des mères, s'apprentent à creuser à la recherche de fosses clandestines. État de Veracruz, février 2020 © Emmanuelle Corne

ne cessent d'augmenter et demeurent éminemment impersonnels et froids, dans une logique de comptabilité rationnelle qui dit peu des situations vécues. Nous faisons parler les personnes à travers des récits ethnographiques, des extraits d'entretiens, des carnets de terrain, des photographies qui immergeront le lecteur dans la vie quotidienne et ordinaire des familles de personnes disparues.

## Le Mexique, une énorme fosse

Ce *mook* rassemble des matériaux empiriques inédits et constitue un effort de comparaison entre des régions différentes au Mexique. Au fil des analyses régionales sur les recherches de personnes disparues, se dessinent les traits communs et les spécificités propres à chaque contexte, les mobilisations et les ressources matérielles et symboliques des familles de disparu.e.s dans chaque région, leur rapport à l'expertise médico-légale et aux fonctionnaires, ainsi que les expressions artistiques contribuant à façonner une mémoire vivante et non-officielle.

Une première remarque qui se dégage d'une lecture transversale révèle qu'un même terme, la disparition, recouvre un éventail de réalités hétérogènes et plurielles : les disparitions forcées avec la participation plus ou moins directe et active d'agents de l'État, les disparitions commises par des particuliers, les disparitions « anciennes » de l'époque de la Guerre sale, les « nouvelles » de la « guerre contre le narcotrafic », les disparitions de Mexicain.e.s, de migrant.e.s centraméricain.e.s ou d'ailleurs en Amérique latine, mais aussi d'autres expressions de la disparition telles que l'enlèvement, le kidnapping, la privation de liberté, la séquestration, l'extorsion.

Une seconde remarque concerne la catégorisation de la disparition au Mexique, soumise à un régime juridique mouvant sous l'effet de l'internationalisation du langage juridique national, de normes et de valeurs qui lui sont associées et qui se sont élargies ces dernières années. Ainsi, les « disparitions » se sont aujourd'hui généralisées, à la fois comme pratiques dans des régimes non plus

exclusivement autoritaires, et comme catégories d'analyse qui possèdent une vie sociale en soi (Gatti, 2017). Elles relèvent pourtant de « pédagogies de la cruauté » (Segato, 2019) faisant des corps disparus ou assassinés à la fois des objets-marchandises sans valeur, souvent associés aux déchets par les criminels, et des messages visant à contrôler la population civile.

Si la mer Méditerranée engloutit des milliers de déplacé.e.s et de réfugié.e.s ces dernières années, le Mexique lui est une « énorme fosse clandestine », pour reprendre le leitmotiv des chercheur.e.s de fosses clandestines, initialement de la bouche du poète Javier Sicilia dont le fils a été assassiné, et le chef de file du Mouvement pour la paix en 2011. Chaque jour, des cadavres apparaissent à des endroits inattendus, embarrassants, dans des états difficilement acceptables pour les familles. Des espaces d'inhumations clandestines jaillissent au grand jour, telles que les fosses clandestines, mais aussi les décharges publiques, les camions frigorifiques, les bords des routes, etc. Ce traitement violent des corps morts révèle ô combien la vie est dévaluée au Mexique. Il soulève aussi une interrogation sur l'inégalité sociale sous-jacente aux disparitions, qui ne concernent pas tou.te.s les Mexicain.e.s de la même manière et expose en premier lieu les personnes en situation de marginalité, de vulnérabilité, voire d'abandon social.

Une troisième remarque renvoie à l'usage dans le langage ordinaire d'un terme plutôt qu'un autre pour désigner les actes divers de disparition, et il importe d'être conscient du risque d'euphémisation, voire de dépolitisation qu'il implique : avant la réforme de 2017 reconnaissant juridiquement la disparition forcée, les institutions dénombreaient uniquement des personnes « non-localisées ». De même, « *levantar* » (enlever, mais aussi soulever) est une forme atténuée de l'acte de la « disparition » qui continue d'être employée dans le langage courant, malgré la réforme juridique de 2017. Ou bien, une mère de disparu commentait récemment lors d'une conférence, que la « cuisine » est souvent employée pour désigner un « camp

d'extermination», et elle refusait d'associer un espace domestique, lieu d'amour et de générosité, à cette réalité atroce exécutée par des hommes violents. Ou encore, la tournure passive en langue espagnole « *fue desaparecido.a* » (il/elle a été enlevé.e/disparu.e) tend à reporter au second plan l'acteur de la disparition (celui qui a fait disparaître). La qualification et la catégorisation des disparitions, et plus largement des faits violents, sont des étapes fondamentales aujourd'hui car elles auront des effets sur les réparations et procès de demain. Elles posent donc la question de la justice et de la responsabilité des crimes.

## De la nécropolitique au gouvernement des morts

La transition de la vie à la mort renvoie généralement à la souveraineté de l'État, qui établit des lois, des institutions, des pratiques pour la contrôler. L'État reste le détenteur de l'autorité ultime pour définir et gouverner les morts au sein d'une juridiction par la législation et les procédures institutionnelles (Robben et Ferrándiz, 2015). Mais au Mexique, les appareils d'États, à leurs différentes échelles, atteignent leurs limites, au point où les familles doivent négocier par elles-mêmes avec leurs morts, ou négocier avec d'autres formes d'autorité. « Gouverner les morts » au Mexique revient certes à articuler mort, pouvoir et politiques publiques (Stepputat, 2016), mais aussi à intégrer à l'analyse une société civile particulièrement active qui inclut les ONG, les Églises, les solidaires (nationaux et internationaux). Cette société civile exhorte, souvent dans un véritable rapport de force, les fonctionnaires à modifier leurs procédés pour tendre vers de « bonnes pratiques » et un traitement « digne » des cadavres, sous l'égide des protocoles de la Croix-Rouge nationale et internationale ou de la présence d'expert.e.s médico-légaux indépendant.e.s.

Les disparitions et les morts violentes sont donc l'occasion d'une « performance de la souveraineté » (Stepputat, 2016), dont le dessein ne vise pas uniquement le contrôle territorial, mais aussi l'émergence de contre-pouvoirs plus ou moins autonomes qui prennent collectivement en charge le « destin des corps morts » (Anstett et Dreyfus, 2012). La floraison de collectifs et associations de familles de disparu.e.s un peu partout dans le pays ces dernières années, leur consolidation, mais aussi leur division, doivent se comprendre comme des réponses civiles visant à pallier à la fois aux violences politiques et criminelles et à l'inefficacité d'institutions manifestement débordées et fragmentées. Dans ce cadre, il est possible d'affirmer que les recherches de personnes et de fosses clandestines « dans la nature » sont les fers de lance des actions collectives qui se déploient aujourd'hui aux niveaux local et national pour faire pression sur le gouvernement, l'obliger à agir et à accélérer ses actions. Ainsi, les recherches de disparu.e.s et de mort.e.s en masse redessinent aujourd'hui les frontières du politique, forçant le gouvernement à revoir

nombre de ses politiques, institutions, droits et expertises relatives à la mort. De façon allégorique, on pourrait aller jusqu'à dire que le « gouvernement des mort.e.s » est aussi celui de mort.e.s et de disparu.e.s qui gouvernent les vivants, les poussant à agir et modifier leurs pratiques.

La « performance de la souveraineté » en cours au Mexique révèle de façon flagrante les disputes et les conflits de valeur déterminants autour des disparu.e.s, et de leur stigmatisation, voire leur criminalisation, mais aussi la signification des os retrouvés et la notion de personne qu'ils engendrent : le traitement des restes humains cristallisent aujourd'hui les controverses entre État et société, entre expertises officielles et indépendantes, entre disciplines qui soutiennent ces recherches, et même entre collectifs de famille autour des méthodes à employer pour retrouver les disparu.e.s.

Si la professionnalisation des familles et collectifs de disparu.e.s est indéniable, que l'échange de savoir-faire et même leur expertise sont des gestes d'amour pour leurs « trésors » disparus, ils sont aussi des gestes désespérés de ne pas voir les choses avancer suffisamment rapidement au sein des institutions. Ces recherches de personnes disparues se font donc par dépit et ce travail héroïque des familles ne doit être ni idéalisé, ni banalisé, car il ne devrait pas leur revenir. Il vient combler les insuffisances de l'État mexicain et révèle les profondes crises qui s'emboîtent. Quand une société en arrive à chercher elle-même ses disparu.e.s et déterrer ses mort.e.s à tout prix pour pouvoir les identifier et les réintégrer au corps social au nom d'une dignité à recouvrer, c'est qu'elle n'a plus grand-chose à perdre et s'impatiente d'attendre de pouvoir se réhumaniser. C'est dire combien l'humanité d'une société dépend de la façon dont sont traité.e.s ses mort.e.s.

## Déterrer la vérité

En suivant les recherches de personnes disparues dans plusieurs régions du pays, nous explorons aussi le rapport entre État et société et la façon dont la société mexicaine se transforme dans un contexte de violences extrêmes, massives et durables.

L'un des aspects les plus spectaculaires des recherches de disparu.e.s ces dernières années réside indubitablement dans les recherches « dans la nature » et « sur le terrain » (*búsquedas en el campo*). Les chercheur.e.s de fosses clandestines sont certainement les affranchi.e.s les plus exemplaires de ces quêtes : ils ou elles affrontent familles, voisins, villages, mais aussi autorités et fonctionnaires ; ils ou elles n'hésitent pas à s'immerger de tout leur corps dans des recherches très physiques, dans une nature souvent très adverse, se confrontant au spectacle de la mort cruelle, et n'hésitant pas à dépasser le cadre légal dans leurs pratiques.

Cette nouvelle catégorie de « chercheur.e de fosses clandestines » désormais revendiquée par celles et ceux qui suivent les traces de leurs disparu.e.s, acquiert une couleur singulièrement politique au Mexique, en se distinguant des autres types de recherche susmentionnés : *buscar en campo* signifie de chercher des corps morts à la fois « dans la nature » et « sur le terrain ». Ces expériences se caractérisent par une immersion totale des familles dans des paysages *a priori* idylliques qui recèlent des secrets enfouis en strates historiques. « Déterrer la vérité », comme le disent les chercheur.e.s de fosses, provoque une expérience sensorielle, émotionnelle, psychique, individuelle et collective, des plus intenses pour les familles qui suivent les traces de leurs proches, telles des chasseur.e.s suivant les empreintes d'animaux, sur le modèle du paradigme indiciaire (Ginzburg, 1980). Ces expériences physiques et sensorielles les poussent à apprendre des savoir-faire courageux que les collectifs se partagent et se transmettent, comme celui de « sentir la mort » au bout des sondes (*varillas*) plantées dans la terre, ou de voir des cadavres anonymes, parfois en état de putréfaction, dans l'espoir d'y retrouver des indices.

Dans d'autres contextes de violences massives, les familles ont déjà fait l'expérience de recherches artisanales et autogérées, voire clandestines, de fosses, avant que ne se mette en place un dispositif de justice transitionnelle ou de récupération de la mémoire historique. D'abord autogérées, mais de plus en plus encadrées par de nombreux acteurs institutionnels (autorités judiciaires, expert.e.s légistes, officiel.le.s ou indépendant.e.s, fonctionnaires d'institutions pour la réparation matérielle des victimes, fonctionnaires de la morgue, etc.) et non-institutionnels (défenseurs des droits humains, familles de disparu.e.s, Églises, etc.), les recherches de disparu.e.s déploient aussi un dispositif ample qui se concentre actuellement sur la crise médico-légale et les corps morts retrouvés, qui débordent littéralement des espaces funéraires classiques (morgues, cimetières, panthéons), au point de devenir dérangeants (Melenotte, 2021b) et encombrants (Jaksic & Fischer, 2021). On pense aussi au célèbre film *Nostalgie de la lumière* de Patricio Gúzman (2010) pour se rappeler que les mères chiliennes cherchent de longue date et sans relâche les os de leurs proches. Des décennies plus tard, l'impossible deuil. Comme si les restes humains, même des fragments, étaient les pièces indispensables du puzzle macabre qu'il faut réassocier pour retrouver le repos et se défaire d'un passé douloureux.

Ainsi, ce *mook* peint les esquisses d'un tableau lugubre au premier abord, mais teinté de lumières d'espoir par le travail d'une société qui se charge de resémantiser les paysages de la disparition et de la mort, de resymboliser un corps social démembré, et de « réhumaniser l'humain », comme le dit Juan Carlos Trujillo, frère de plusieurs disparus, à travers les os retrouvés.

Les récits de ces recherches donnent à voir le matériau brut du terrain ethnographique, par des extraits d'entretien et de carnets de terrain, des photographies collectées, des documents bureaucratiques commentés. Ils montrent aussi la professionnalisation des familles qui acquièrent des savoir-faire et des compétences autour des recherches de fosses et des exhumations, ainsi qu'autour des documents bureaucratiques. En somme, ils décrivent et analysent avec acuité ce qu'est le gouvernement des mort.e.s aujourd'hui, dans son versant institutionnel, mais aussi dans ses creux, ses plis, ses brèches, ses insuffisances et dysfonctionnements institutionnels en matière de recherche de disparu.e.s et de justice pénale et restauratrice. La liste de ces manques serait longue à décliner, mais les ethnographies parleront d'elles-mêmes sur le travail d'accompagnement, de compensation, voire de substitution, et de pression des familles et collectifs sur les institutions et leurs fonctionnaires, dont le travail reste largement composite et fragmentaire.

## Le régime de l'incertitude

Des collègues colombiens travaillant de longue date sur les violences dans leur pays et œuvrant à une comparaison pertinente (Uribe et Parrini, 2021) s'effrayaient lors d'échanges informels de la difficulté au Mexique à identifier avec clarté les acteurs violents, ce qui empêche à court terme une quête de vérité et de justice. Les violences multiples s'insèrent dans des réseaux familiaux, d'amitiés, d'alliances matrimoniales et de parrainages ancrés localement dans la vie quotidienne, qui rend les frontières plus poreuses entre des groupes désignés sous les bannières respectives de « crime organisé », « État », « société civile ». Ces violences ancrées dans la vie ordinaire des Mexicain.e.s rendent diffuse la responsabilité des crimes et donnent l'occasion au gouvernement de criminaliser les disparu.e.s et de stigmatiser leurs familles, liant les langues de ceux qui savent davantage que ce qu'ils osent dire, tant la peur est vive et les secrets sont lourds.

Ces silences, adossés à la terreur et à l'impunité, favorisent l'incertitude qui règne en maître dans de très nombreuses régions. À ces silences imposés s'ajoutent le flou des réponses institutionnelles, les démarches bureaucratiques interminables, les processus d'identification souvent inaboutis, et surtout le manque d'enquêtes approfondies dans la majorité des cas. Ces réalités floues et incertaines produisent des paysages fantomatiques de la disparition, se doublent d'une impunité quasiment généralisée et produisent chez les familles des emballements de questions sur ce qui s'est « réellement » passé. Le régime de vérité qui se crée autour des familles de personnes disparues et de l'action de leur famille s'en voit fortement malmené. Il laisse place à un nouveau régime de l'incertitude, composé de doutes, d'hypothèses, d'interrogations.



Portraits de disparus d'Ayotzinapa, Mexico, février 2020 © Emmanuelle Corne

Comment reconstruire du sens et un récit cohérent, homogène, unifié, à partir de fragments d'os et d'histoires individuelles incomplètes, qui reposent dans des paysages fantomatiques et des temps suspendus ? Les familles, hantées par les mille possibles sur ce qui a « réellement » pu se passer, mènent constamment l'enquête, devenant les détectives en charge d'une vérité à découvrir. Elles émettent des hypothèses incessantes sans jamais avoir la certitude sur les faits passés. Tant que l'histoire est incomplète à leurs yeux, elle analysent et reconstruisent. Elles cherchent à analyser, à reconstruire les derniers moments vécus par leur être cher, se mettent même dans la peau des criminels pour tenter de retrouver leurs traces, et surtout, s'imaginent constamment le pire, avec horreur et douleur. Le manque d'une justice et d'un récit officiel qui seraient élaborés avec les familles sur des dizaines de milliers d'histoires flottantes et morcelées fait largement défaut. Ce manque non seulement étire la douleur, mais il les plonge dans une attente interminable et une incertitude angoissante qui les éloigne chaque jour un peu plus d'une vérité possible.

Contre toute attente, cet entre-deux propre au régime de l'incertitude produit des processus identitaires déconcertants et inattendus, comme celui qui consiste à « entrer dans la peau du criminel » pour essayer de saisir sa logique et retrouver une fosse clandestine ; ou à adopter les disparu.e.s de tou.te.s en cherchant un inconnu comme si l'on cherchait son propre enfant ; ou bien à se mettre à la place d'une autre mère en racontant son histoire à d'autres ; ou encore à se mettre directement à la place de son enfant disparu en le faisant parler soit dans des dialogues imaginaires que l'on voit sur les réseaux sociaux ou imprimés sur un T-Shirt. Le besoin de matérialisation de l'absence provoque une série de substituts matériels, symboliques et statutaires qui enrichissent ces communautés de la douleur, de l'action et de l'espoir.

## Penser les effets des masculinités violentes

Au Mexique, comme ailleurs en Amérique latine, le lien filial mère-fils prédomine dans les recherches de disparu.e.s et il correspond aux premiers profils sociologiques établis : la majorité des disparu.e.s sont de jeunes

hommes, entre 25 et 40 ans selon les cas et les régions, tandis que les femmes qui disparaissent sont très jeunes, parfois même adolescentes. Notons d'emblée que ces constats pourraient s'affiner davantage selon les régions qui ne sont pas marquées par les mêmes violences politiques et criminelles. Néanmoins, les travaux féministes affirment avec justesse que l'origine de cette profonde crise des droits humains est à chercher dans des violences patriarcales (Hernández Castillo, à paraître). La nécropolitique mexicaine contemporaine est le fruit de violences produites et partagées entre plusieurs acteurs armés qui sont avec certitude à 99 % masculins, qu'il s'agisse de militaires, de policiers, de paramilitaires, de sicaires, de mercenaires, de narcotrafiquants, etc. Ces premiers constats, certes un peu généraux, laissent toutefois émerger des tendances signifiantes : les frontières entre les forces de sécurité et les membres du crime organisé sont aujourd'hui brouillées ; mais surtout, les violences actuelles sont aussi et surtout le fait d'hommes sur d'autres hommes. Dire cela n'implique évidemment pas de négliger la gravité et l'urgence des violences faites aux femmes, parce qu'elles seraient moins nombreuses à mourir et à disparaître aujourd'hui. Les chercheuses féministes, notamment les plus radicales, ont travaillé de longue date, et à juste titre, sur cette violence masculine qui s'abat avant tout sur les femmes. Mais le regard porté sur les violences faites aux femmes, comme les féminicides ou les viols en temps de guerre, ne doit pour autant pas détourner notre regard des hiérarchisations inter-masculinités qui aboutissent aussi à des violences faites *entre* hommes.

Pour comprendre l'analyse de la violence masculine dans le Mexique contemporain, il conviendrait d'intégrer à l'analyse de la violence faite aux femmes une analyse qui porte aussi sur la différenciation du statut des hommes entre eux, en fonction de leur classe sociale, de leur rapport à la culture nationale et de leur position ethnicisée. Pour le dire autrement, les principales victimes des violences masculines sont avant tout des hommes et des femmes pauvres et souvent racialisé.e.s. C'est dire aussi que le système patriarcal qui produit des acteurs violents faisant usage viriliste de la force interroge l'inégalité de l'accès d'autres hommes, dominés, aux rôles attendus par cette culture patriarcale. Il s'agit donc de chercher à la fois dans les explications politiques et économiques, mais

aussi dans une approche racialisée de la violence, la production de ces inégalités et exclusions au sein d'un même genre et entre les genres.

En outre, la violence masculine pose indéniablement une série d'autres questions qui rejoignent d'autres époques et d'autres contextes sur le rôle des femmes dans l'après-violence ou l'après-guerre. Que fait une société quand des dizaines de milliers d'hommes et de femmes, surtout jeunes et pauvres, disparaissent ? Quels effets sur les enfants et les prochaines générations aura cette violence masculine ? Quels rôles jouent désormais les femmes dans les recherches de disparu.e.s, au Mexique et ailleurs ? Quelles nouvelles répartitions des rôles genrés et des transactions économiques se mettent en place au sein des familles quand des jeunes hommes et femmes, souvent aussi de jeunes parents, arrivent à manquer massivement ? Qui remplace l'absence de (jeunes) pères pour prendre en charge ou contribuer financièrement à l'économie familiale ? Quels déplacements des rôles autour de la division sexuée des tâches entre hommes et femmes opère au sein des familles marquées par la perte et l'absence d'un ou plusieurs êtres chers ? Puis, lors des recherches, quelle répartition des tâches et quelle différenciation sociale se créent au sein des collectifs et des Brigades, entre mères, chercheur.e.s de fosses, solidaires ? Dans quelle mesure aussi les recherches de disparu.e.s sont des vecteurs, pour beaucoup de mères notamment, d'ascension sociale et professionnelle ?

Nous ne prétendons pas répondre à toutes ces questions ici, mais il est important de souligner à quel point les bouleversements intrafamiliaux que peut engendrer la disparition ont des effets sociaux, économiques et politiques à long terme et sur plusieurs générations, faisant de la disparition plus qu'une expérience individuelle, mais bel et bien collective. Ainsi, les disparitions bouleversent psychologiquement les proches des personnes disparues, ont un impact profond sur les activités économiques familiales, engendre des transformations profondes sur la répartition des tâches au sein des familles et au-delà. Partant, les rapports de pouvoir intrafamiliaux, mais aussi plus larges, aux niveaux communautaire, local, régional, et même national gagneront à être davantage explorés à l'avenir.

## **De la *mater dolorosa* au familisme mexicain et au-delà**

Quelles sont les singularités mexicaines dans les recherches de disparu.e.s par rapport à d'autres mobilisations sociales ?

On sait que l'apparition des liens familiaux dans la sphère publique et politique a joué un rôle central dans les mobilisations pour les droits humains et les recherches de disparu.e.s dans le Cône Sud, avec l'essor notamment du

« maternalisme » dont le cas argentin reste emblématique. Toutefois, même si les figures maternelles sont les principales protagonistes, d'autres figures féminines cherchent à leurs côtés : au premier degré de la parenté, les épouses, sœurs, filles ; puis les cousines, parfois les petits-enfants, ou les nièces. Les hommes aussi accompagnent ces recherches et leur présence parmi les femmes mérite d'être soulignée : époux, frères, fils, cousins, neveux. Pour ces raisons, il est plus juste de parler de « familles » qui cherchent leurs êtres chers, et non exclusivement de « mères ». Ce « familisme » public est à la fois biologique et politique car il exalte les relations de parenté dans la vie publique et politique.

Au Mexique, ce familisme se traduit dans les demandes de justice, vérité et mémoire des collectifs qui se constituent surtout autour du lien maternel (il n'est que de voir la majorité des noms de ces collectifs) et des valeurs qui lui sont associées (être une « bonne mère » ou un « bon fils », innocent). En ce sens, les mobilisations de mères au Mexique ressemblent beaucoup aux mobilisations de mères de disparu.e.s ailleurs en Amérique latine, et l'on pense immédiatement aux Mères de la place de Mai devenues des mères courage, icônes de la *mater dolorosa* s'emparant de la place publique pour dévoiler combien l'intime est politique. Toutefois, là encore, rappelons que la mobilisation des parents des 43 étudiants d'Ayotzinapa (d'autres icônes des recherches contemporaines) ne se réduit pas aux figures maternelles, puisque les pères sont tout aussi présents dans leurs quêtes et marches mensuelles.

On retrouve également ce familisme mexicain dans la Loi générale des victimes de 2013 qui considère comme victime *directe* toute personne ayant subi un dommage physique, mental, émotionnel, une mise en danger ou une atteinte à ses biens juridiques ou à ses droits suite à un délit ou des violations de leurs droits humains ; et comme victime *indirecte* la famille ou la personne ayant une relation immédiate avec la victime directe, ainsi que toute personne qui subit un dommage ou un danger dans la sphère de ses droits pour porter secours à une victime (article 4). Ce lien familial est également exigé dans les systèmes judiciaires et d'expertise autour des disparu.e.s, notamment avec les avancées en génétique et les tests ADN, où seul ce lien compte, et il est demandé à ce qu'il soit le plus direct possible avec la victime.

Ces mobilisations de mères autour des demandes de « justice et vérité » s'inscrivent dans des mouvements féministes plus larges. Avec l'effervescence actuelle des féminismes mexicains, les mères de disparu.e.s sont proches des luttes contre les féminicides et les violences conjugales ou d'État, bien qu'il existe des discordes au sein des mouvements féministes, notamment autour de la critique d'une politisation de la maternité par le biais de la condition biologique (médicale) et la condition de mères comme un droit à revendiquer.



Les recherches mexicaines de disparu.e.s se distinguent aussi par leur caractère immédiatement transnational. La participation de mères centraméricaines aux recherches de disparu.e.s au Mexique et la Caravane annuelle qui franchit la frontière sud du pays, ou encore les recherches à la frontière entre les États-Unis et le Mexique renforcent cette dimension transnationale dans des recherches généralement nationales. Il faudrait bien sûr développer et nuancer puisque cette dimension transnationale existait depuis longtemps. On pense à l'exil argentin vers le Mexique dans les années de la dictature, qui a aussi fortement influencé les premières mobilisations mexicaines. Ou encore aux recherches de plusieurs bébés volés en Argentine retrouvés longtemps après en Uruguay, et qu'incarne à merveille l'histoire extraordinaire du poète argentin Juan Gelmán, exilé au Mexique, et de Berta Shubaroff, son ex-épouse et l'une des Grands-mères de la Place de mai (*Abuelas de Plaza de Mayo*), qui avaient retrouvé ensemble leur petite fille Macarena en 2000 dans la famille d'un policier uruguayen.

Au Mexique, la plupart des familles de disparu.e.s organisées en collectifs puisent dans le même répertoire d'actions bien connues de la sociologie des mobilisations latino-américaines autour des quêtes de « justice et vérité » : les marches, les broderies, les *plantones* (campements provisoires) au cœur de la ville, etc. D'autres pénètrent le dédale bureaucratique mexicain et démultiplient les recours éprouvants, en quête d'efficacité souvent contrariée par la lenteur des processus bureaucratiques, de l'inefficacité ou du manque de sensibilité de fonctionnaires : du dépôt de la plainte pour disparition à la restitution des corps, en passant par l'identification médico-légale, les expériences des familles auprès des institutions diverses, avec des fonctionnaires plus ou moins bien formés rendent leur quête de justice laborieuse et semée d'embûches. D'autres encore vont plus loin dans les modalités de l'action collective en partant chercher des fosses clandestines, ouvrant le pas à de nouveaux gestes politiques visant à « déterrer la vérité », créant de nouveaux rituels civils à forte consonance religieuse, qui transgressent le cadre traditionnel et légal des mobilisations sociales.

Le Mexique est donc traversé par des sujets politisés et en cours de politisation, essentiellement des mères qui cherchent leurs fils, mais qui, en politisant leurs identités maternelles, adoptent tou.te.s les disparu.e.s. La solidarité qui se crée autour de la communauté de douleur (Das, 1997) devient rapidement une « communauté d'action » (Koselleck, 1997). Ces nouveaux liens affectifs et politiques vont au-delà du lien filial et génétique. Ils gagent de la protection contre les masculinités violentes et garantissent une nouvelle communauté morale et politique qui se soude sans forcément compter sur l'État.

## Justices au-delà de l'État

Lorsque la légitimité de l'État est profondément ébranlée, que la loi n'exerce plus son autorité sur les membres d'une même communauté nationale « imaginée » (Anderson, 1983), pour offrir une vie si ce n'est « bonne » du moins « normale », ce sont d'autres communautés morales non-gouvernementales (familiales, sociales, religieuses) et à d'autres échelles qui se consolident et jouent le rôle de corps et de liant social, dans un rapport plus ou moins autonome par rapport à l'État.

Face aux violences massives, des expériences de justices collectives et de « défense de la communauté » (Mallon, 1983 ; Foucault, 1997) s'autonomisent de l'État et de ses institutions dans plusieurs régions du Mexique. On pense aux Bons gouvernements zapatistes au Chiapas, aux Polices communautaires du Guerrero, aux rondes communautaires ou aux groupes d'autodéfense dans le Michoacán, dont certains proposent depuis près de trois décennies une refonte du projet national dans sa relation avec les peuples indiens (Melenotte, 2020b). Ces expériences portent une idéologie radicale en proposant des justices alternatives à l'État, sur la base des systèmes des us et coutumes relevant de processus autonomiques.

Les familles de disparu.e.s se distinguent de ces expériences sur bien des points, à commencer par l'absence de projet d'autonomie politique intégrale et le spectre plus large de leurs mobilisations, qui ne passe pas toujours par une rhétorique anti-gouvernementale. Toutefois, des points communs se dessinent entre ces mouvements sociaux radicaux et les chercheur.e.s de fosses notamment, dont les pratiques transgressives et le discours anti-gouvernemental rappelant les processus autonomiques. Ils partagent la méfiance profonde envers les institutions, le fait de devoir faire justice « par soi-même », la désobéissance civile qui transgresse les frontières du légal et de l'illégal, et leur pratiques d'une justice *de facto* s'érigent en réponses civiles face à l'incapacité des institutions à freiner la crise sécuritaire et remplir leur rôle régalien.

Autant d'expériences politiques, sensibles et affectives des familles qui « pratiquent » le sens du juste et de l'injuste, produisent des valeurs et des jugements dans et à partir de leur expérience quotidienne. Les communautés politiques et affectives se tissant autour des recherches de disparu.e.s aujourd'hui créent leur vision de la justice, plus performative et évolutive que ne le serait une définition uniquement normative ou juridique. Il est donc important de comprendre les multiples significations que la justice prend pour elles et leurs réseaux de soutien : la justice y est un droit mais aussi une valeur incarnée dans la vie quotidienne. De cette manière, nous explorons les conflits et les écarts existant entre les différents statuts de la justice et de l'injustice qui existent entre les familles et les institutions, sous des formes plus ou moins ritualisées.

Nous invitons donc tout.e un.e chacun.e à sortir d'une vision uniquement étatico-centrée de la justice sociale redistributive, où l'État serait le seul garant de la répartition des ressources matérielles et symboliques entre les membres d'une même communauté. Afin d'adopter une vision plus large du problème de la justice revendicative et des mouvements sociaux, souvent examinée depuis les théories de la reconnaissance par l'État, nous préférons ici articuler les droits – à la vérité, à la justice et à la mémoire – à la réalité quotidienne de la vie ancrée dans les corps et les affects. La vérité, la justice et la mémoire deviennent alors des valeurs incarnées, ni abstraites ni normatives, pour constituer des aspects de la vie auxquels l'on montre de l'attachement.

Le lecteur trouvera d'abord des éléments de contextualisation sur les violences et les disparitions au Mexique. Il

découvrira ensuite des histoires individuelles et des expériences collectives comme autant d'expressions de conjuration de la peur et de la maemort, qui viennent pallier les ratés de la fabrication rituelle de la mort et l'omniprésence de la maemort engendrée par la disparition brutale et violente. Il aborde aussi des enjeux fondamentaux autour des exercices et expériences de mémoires non-officielles, provenant des familles, ou réalisées en consultation avec celles-ci, et que d'aucuns appellent aujourd'hui des mémoires « prématurées » (Ovalle et Díaz Tovar, 2020) ou « vivantes » (López Casanova *et. al.*, 2021).

Bon voyage en terre de disparu.e.s.



## Collectifs, associations et organisations

**Aguilas del Desierto**, Arizona, Tucson (États-Unis)

**Armadillos Binacional**, Arizona, Tucson (États-Unis)

**Asociación de Familiares de Detenidos Desaparecidos y Víctimas de Violaciones a los Derechos Humanos en México - AFADEM**, (*Association de proches de détenus disparus et de victimes de violations des droits de l'homme au Mexique*), Mexico

**Agrupación de Familiares de Detenidos Desaparecidos - AFDD** (*Association des proches des détenus disparus*), Santiago (Chili)

**Buscadoras de Nuevo León** (*Chercheuses du Nuevo León*), Nuevo León

**Buscadoras por la Paz** (*Chercheuses pour la paix*), Sonora, Hermosillo

**Center for Human Rights**, Arizona, Tucson (États-Unis)

**Centro comunitario de atención al migrante y el necesitado - CCAMYN**, (*Centre communautaire de service aux migrant.e.s et aux nécessiteux*), Sonora, Altar

**Ciudadanos en Apoyo a los Derechos Humanos A. C. - Cadhac** (*Citoyens en soutien aux droits humains*), Nuevo León, Monterrey

**Coalición de Derechos Humanos**, Arizona, Tucson (États-Unis)

**Colibrí**, Arizona, Tucson (États-Unis)

**Collectif Paris Ayotzinapa**, Paris

**Colectivo por la Paz** (*Collectif pour la paix*), Veracruz, Xalapa

**Colectivo Solecito** (*Collectif Petit Soleil*), Veracruz

**Colectivo uniendo esperanzas** (*Collectif rassemblement d'espoirs*), Mexico

**+1 = a todos Tlajomulco** (*+1 = à tous Tlajomulco*)

**Comité ¡Eureka!**, Mexico

**Comité 68**, Mexico

**Familiares en búsqueda María Herrera** (*Association Familles en recherche María Herrera*), Veracruz

**Familias Unidas por Nuestros Desaparecidos Coahuila - FUNDEC** (*Familles unies pour nos disparus à Coahuila*), Coahuila

**Familias Unidas por Nuestros Desaparecidos Jalisco** (*Familles unies pour nos disparus Jalisco*)

**Fuerzas Unidas por Nuestros Desaparecidos de Nuevo León, Fundenl** (*Forces Unies pour nos disparus*), Nuevo León

**Fundación para la justicia y el Estado democrático de derecho**, Mexico

**Hasta encontrarles CDMX** (*Jusqu'à ce qu'on les retrouve Ville de Mexico*), Mexico

**Hijos por la Identidad y la Justicia, contra el Olvido y el Silencio - H.I.J.O.S.**, México

**Humane Borders Fronteras Compasivas**, Arizona, Tucson (États-Unis)

**Los otros desaparecidos** (*Les autres disparus d'Iguala*), Guerrero, Iguala

**Las rastreadoras del Fuerte** (*Les traçeuses del Fuerte*), Sinaloa

**Madres de la Plaza de Mayo** (*Mères de la place de Mai*), (Argentine)

**Movimiento por la Paz con Justicia y Dignidad - MPJD** (*Mouvement pour la paix avec justice et dignité*), Mexique

**Movimiento por Nuestros Desaparecidos en México** (*Mouvement pour nos disparus au Mexique*)

**Movimiento Migrante Mesoamericano** (*Mouvement migrant mésoaméricain*)

**No More Deaths**, Arizona, Tucson (États-Unis)

**Red de Enlaces Nacionales** (*Réseau de liens nationaux*)

**RECO**, Mexico

**Tucson Samaritans**, Arizona, Tucson (États-Unis)

**TRIAL international**, Genève (Suisse)

# 1960-2021 Répressions & Résistances

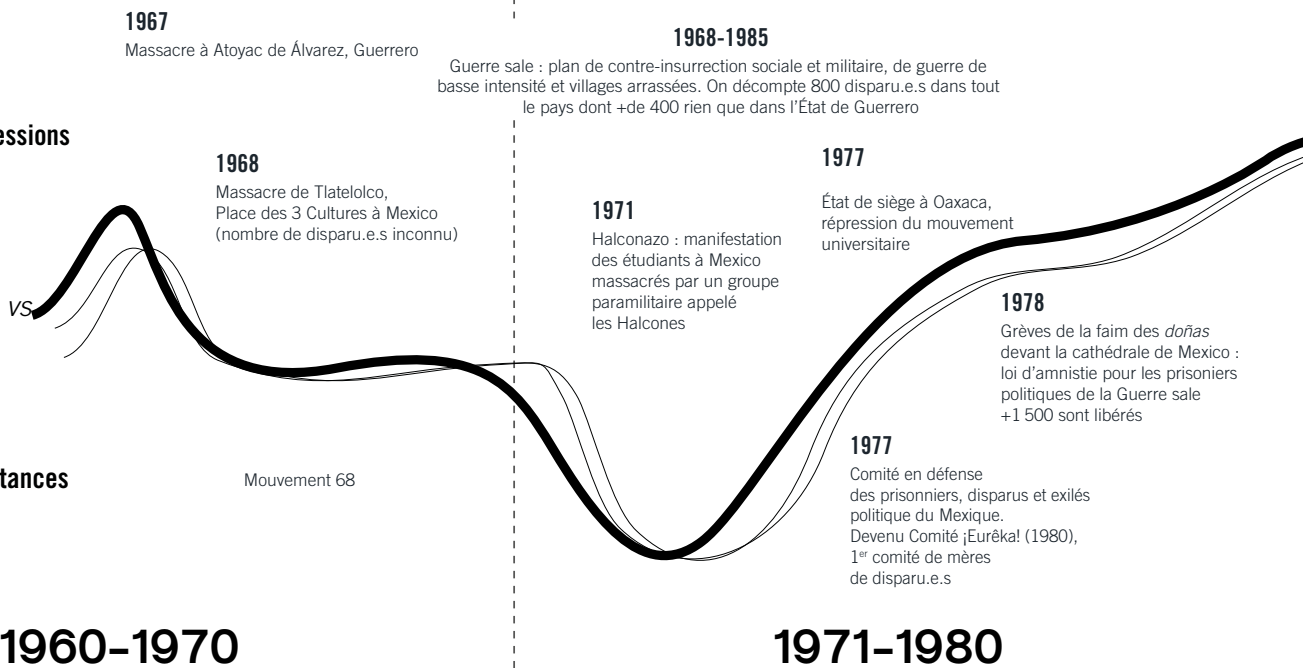
## 1960-1980

Parti au pouvoir

Mexique

Répressions

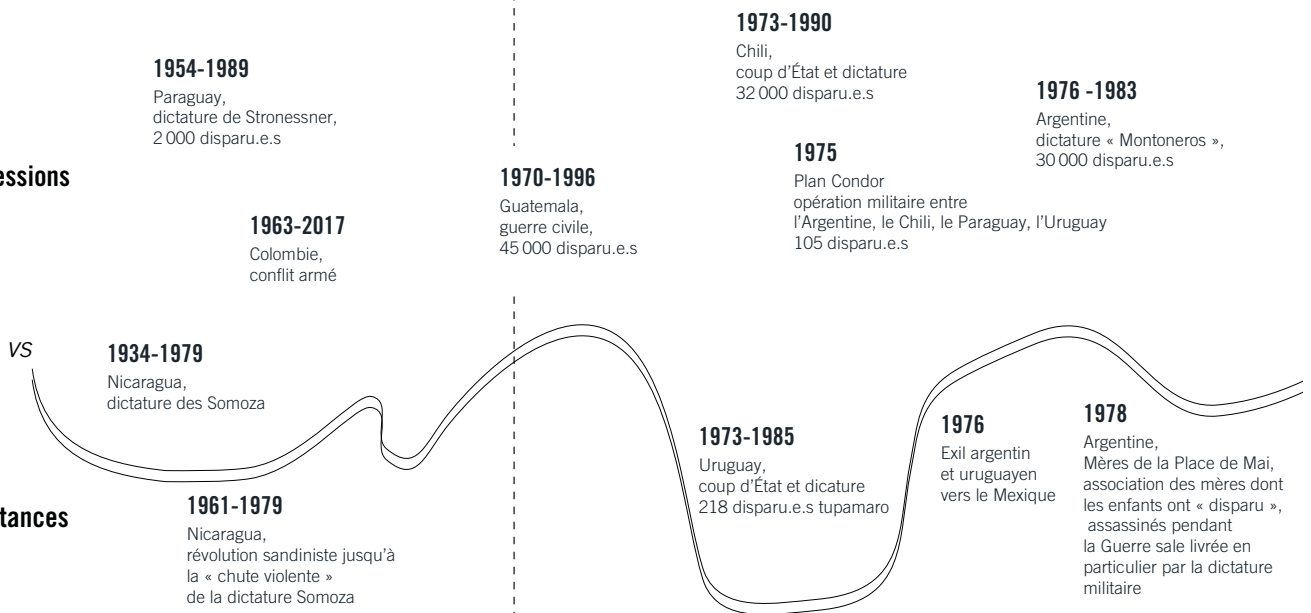
Résistances



International

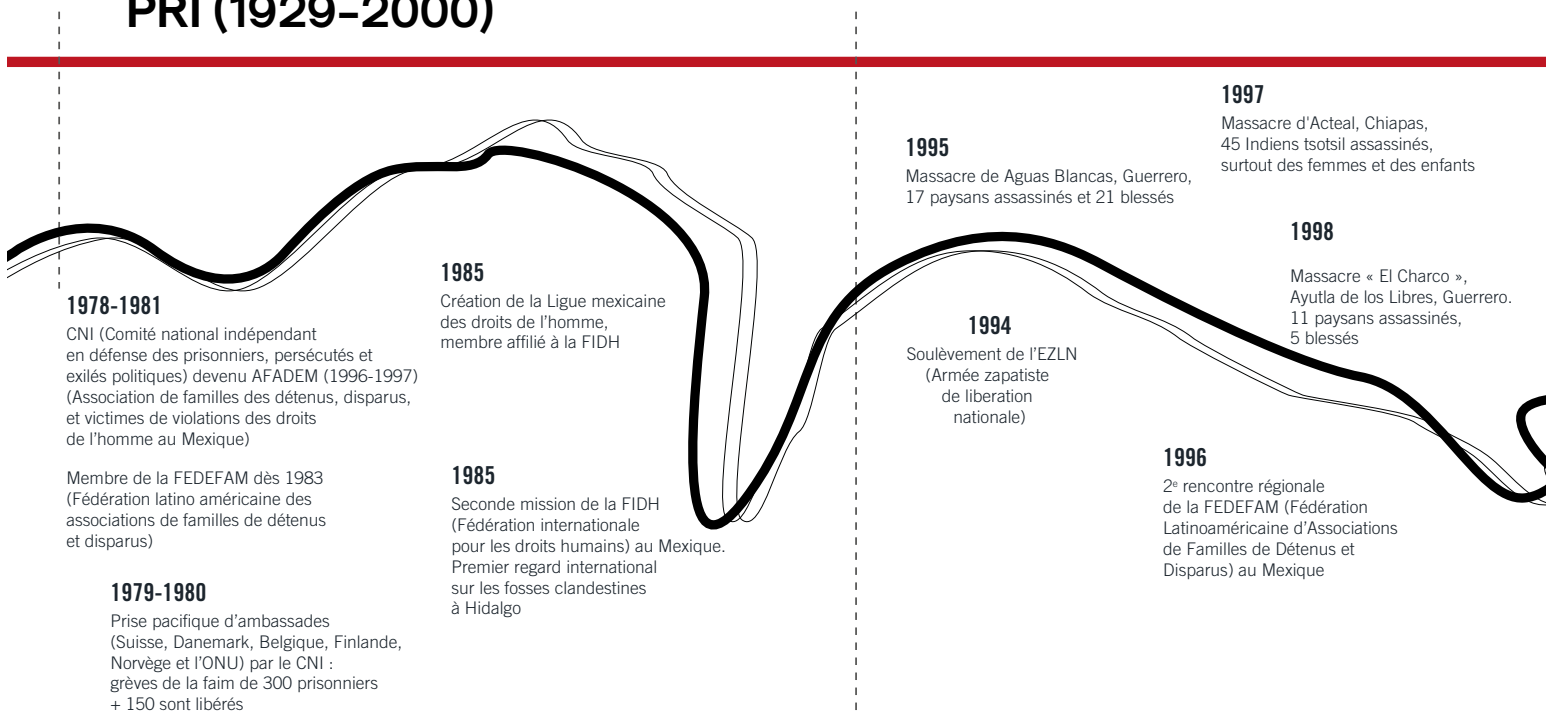
Répressions

Résistances

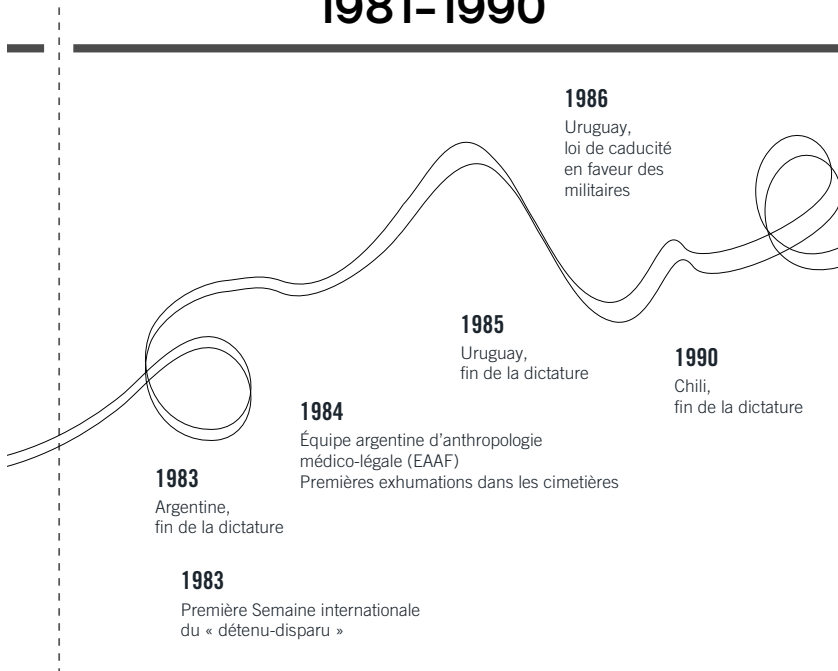


# 1981-2000

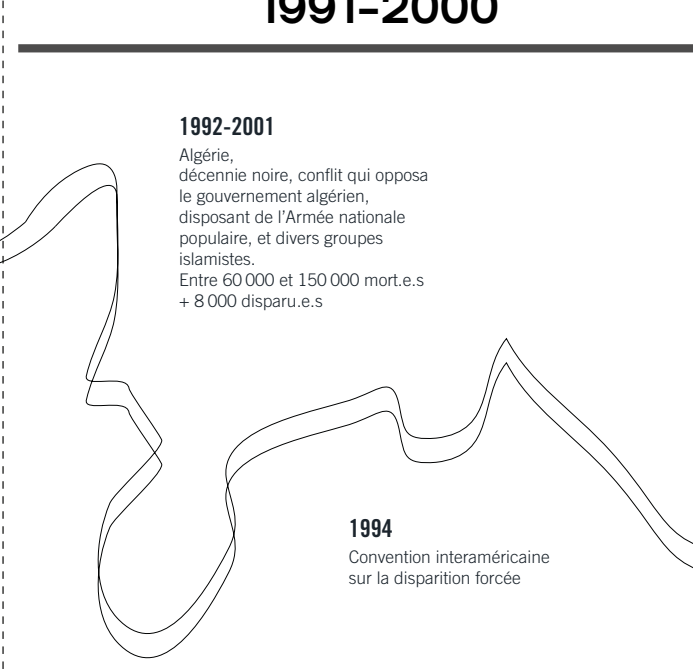
## PRI (1929-2000)



## 1981-1990



## 1991-2000



# 2001-2011

## PAN (2000-2012)

Mexique

Répressions

VS

Résistances

**2006**

Répression à San Salvador Atenco, État de Mexico. 2 morts, 217 détenus et torturés dont 47 femmes victimes de violences sexuelles

**2006**

Répression contre l'APPO. 9 assassinés, 216 disparu.e.s

**2010**

Massacre des migrant.e.s à San Fernando, Tamaulipas, 116 assassiné.e.s

**2006**

FPDT, Front des peuples en défense de la terre, contre l'implantation d'un nouvel aéroport en terres communales

APPO, Assemblée populaire des peuples de Oaxaca, connue comme la Commune de Oaxaca

**2009**

1<sup>re</sup> condamnation de l'État mexicain par la CourIDH, Cour interaméricaine des droits de l'homme. Cas de disparition forcée en 1974 de Rosendo Radilla

**2011**

MPJD, Mouvement pour la paix avec justice et dignité

2001-2011

International

Répressions

VS

Résistances

**2006**

MMM, Mouvement migrant mésoaméricain

**2006-2013**

Paraguay recherche des disparu.e.s par les fils des victimes

**2005**

Uruguay, 1<sup>res</sup> exhumations de fosses clandestines par des familles de disparu.e.s

Colombie loi de Justice et paix. 1<sup>res</sup> exhumations

**2011**

30 août, proclamation de la Journée Internationale des personnes disparues par l'ONU

**2011**

Chili, mouvement étudiant contre les réformes universitaires et secondaires

**2004**

Caravanes de mères centraméricaines

# 2012-2021

## PRI (2012-2018)

## Morena (2018-)

2014

Tlatlaya, État de Mexico,  
22 exécutés par l'armée

2014

Ayotzinapa, Guerrero,  
disparition forcée  
de 43 étudiants, 6 morts

2013

Loi des victimes

2013

Réseau de liens nationaux  
(REN)

2012

1<sup>er</sup> marche pour la dignité nationale :  
mères qui cherchent leurs fils et filles,  
la vérité et la justice  
(10 mai, jour de la fête des mères)

2014

Rapport final  
de la Commission  
Vérité pour le Guerrero

2015

Apatzingán, Michoacán,  
16 exécutés par l'armée

2015

Tanhuato, Michoacán,  
43 exécuté.e.s par l'armée

2015

Commission pour  
la vérité à Oaxaca  
sur les violations  
de droits humains  
commises en 2006

Mouvement  
pour nos disparus  
au Mexique

2015

Premières recherches  
de fosses clandestines  
Arrivée du GIEI (Groupe interdisciplinaire  
d'experts indépendants) au Mexique  
pour enquêter sur le cas Ayotzinapa

2016

Nochixtlán, Oaxaca,  
8 mort.e.s, 22 disparu.e.s,  
53 blessé.e.s

2016

Tierra Blanca, Veracruz,  
massacre de 5 jeunes

2016

1<sup>re</sup> Brigade nationale de recherche  
de disparus (recherche  
de fosses clandestines)

2017

Loi sur la disparition forcée de personnes,  
disparition commise par des particuliers  
et du système national de recherche  
de personne

2018

Commission pour la vérité  
et l'accès à la justice pour Ayotzinapa  
Commission nationale de recherche (CNB)

2020

Mécanisme extraordinaire d'identification  
médico-légale (MEIF)  
Le Mexique reconnaît la compétence  
du Comité contre la disparition forcée  
des Nations Unies et accepte l'intervention  
de l'ONU

2021

Massacre de Camargo,  
19 corps calcinés de personnes  
guatémaltèques et mexicaines

## 2011-2021

2015

France,  
visite officielle de Enrique Peña Nieto,  
président mexicain.  
Signature de 60 traités bilatéraux,  
dont la vente d'armes

2017

Guatemala,  
féminicide d'État,  
43 filles mineures  
sont brûlées dans  
un foyer pour l'enfance

2021

Cuba,  
répression des manifestations  
1 mort, 187 personnes arrêtées  
et portées disparues

2019

Équateur,  
répression des manifestations  
10 mort.e.s, 1 300 blessé.e.s,  
2 000 arrestations

2021

Colombie,  
répression des manifestations  
51 mort.e.s, 1 700 blessé.e.s

2017

Nicaragua,  
répression contre l'opposition  
et la presse indépendante  
33 personnes arrêtées victimes  
de disparition forcée

2021

Colombie,  
manifestations dans plusieurs villes  
en protestation contre la réforme  
fiscale du gouvernement Duque

2019

Équateur,  
manifestations en réaction  
à des mesures d'austérité

2021

Cuba,  
manifestations contre  
le gouvernement cubain  
et la crise économique

Las Desaparecidas Nos faltan

# MEMORIA, VERDAD Y JUSTICIA ENCONTRABLE



# MEXIQUE : UNE TERRE DE DISPARU.E.S

19 RÉCITS, 2 ENQUÊTES, 1 PORTFOLIO





# Mexique

## une terre de disparu.e.s

Sous la direction de Sabrina Melenotte

Avec les contributions de : Josemaría Becerril Aceves, Collectif Paris-Ayotzinapa, Emmanuelle Corne, Paola Díaz, Luis López, Sabrina Melenotte, Natalia Mendoza, Marcos Nucamendi, Verónica Vallejo Flores



Carte des terrains de recherche

**Direction scientifique & éditoriale**

Sabrina Melenotte

**Coordination éditoriale & relecture**

Emmanuelle Corne, Nadège Larcher, Chloé Lepart,  
Sabrina Melenotte, Marie Villette

**Conception graphique**

Chloé Lepart, Marie Villette

**Couverture**

Collectif Paris-Ayotzinapa, Vincent Trouillard

**Crédits photographiques**

Yolanda Chio, Miguel Fernández de Castro, Emmanuelle Corne,  
Marc Domage, Basem Hemza, Mario Marlo, Pablo Mardones,  
Lorenza Sigala

# MEXIQUE : UNE TERRE DE DISPARU.E.S

19 RÉCITS, 2 ENQUÊTES,  
1 PORTFOLIO

Depuis la « guerre contre le narcotrafic » impulsée en 2006, le Mexique est devenu une terre de disparu.e.s.

En donnant voix et visages aux familles de victimes qui suivent les traces de leurs êtres chers, les récits et les photographies de cet ouvrage livrent des clés de compréhension sur la façon dont une société vit dans, avec, contre et après des violences extrêmes et massives.

Face à un État dysfonctionnel et des institutions fragmentées, les recherches « en vie », « dans la nature », auprès des institutions, dans les villes et villages reculés, mais aussi les expressions artistiques et mémorielles, sont autant de clameurs de justice d'une société qui embrasse à bras le corps le destin de dizaines de milliers d'anonymes, disparu.e.s ou retrouvé.e.s mort.e.s.



EM  
fondation  
maison des  
sciences  
de l'homme

IRD  
Institut de Recherche  
pour le Développement  
FRANCE

SV

ANR  
PROJET FINANCÉ PAR L'ANR  
SUPPORTED BY THE ANR

URMIS  
Unité de recherches  
Migrations et société